

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Crise financière

L'amplification de la crise bancaire fait voler en éclats les voeux pieux du G4

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 6 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

Pour les dirigeants de quatre pays les plus riches d'Europe (l'Allemagne, le Royaume Uni, la France l'Italie), le président de la BCE, celui de l'Eurogroupe et celui de la Commission européenne, ce G4 avait une triple fonction redonner confiance aux banques et aux déposants ; donner l'illusion d'une coopération européenne ; donner l'illusion du changement.

Dès lundi matin, tout cela s'écroulait sous le choc du rebond de la crise bancaire allemande.

35 milliards d'euros avaient déjà été avancés (dont 26,5 par l'Etat allemand) pour faire face aux besoins de trésorerie de la 4ème banque allemande, Hypo Real Estate (HRE), spécialiste du financement immobilier, très fragilisée par la faillite de la banque américaine Lehman Brothers. Mais lundi 6 octobre, les banques privées allemandes ont décidé de se retirer. Les chiffres qui circulent sont, en effet, quelque peu effrayants. Selon ces chiffres (Le Monde Economie du 6/10/08), « les besoins réels de financement de HRE seraient de « 50 milliards d'ici à la fin de l'année, et de 70 à 100 milliards d'ici la fin 2009 selon les estimations de la Deutsche Bank... » Pour mémoire, le déficit de la Sécurité sociale est, en France, de 8,9 milliards d'euros...

Redonner confiance aux banques et aux déposants

Adeptes militants de la « méthode Coué », les participants à ce sommet du G4 n'ont cessé de répéter sur tous les tons que le système bancaire européen était solide et qu'il n'y avait pas de souci à se faire. Déjà, cette obstination à affirmer la solidité du système et la nécessité de réunir un sommet européen pour l'affirmer ne pouvait que laisser sceptiques.

Mais surtout, si les banques sont aussi solides que les participants au G4 l'assèment, pourquoi refusent-elles obstinément de se prêter de l'argent entre-elles ? En effet, si la Banque Centrale Européenne (BCE) a du prêter, depuis l'été 2007, des centaines de milliards d'euros aux banques c'est bien parce que ces dernières se refusent (si ce n'est à des taux exorbitants) à se prêter de l'argent entre elles sur le marché interbancaire. Ce que nous demandent donc les dirigeants européens, c'est de faire aveuglement confiance à des banques qui ne se font pas la moindre confiance et qui se demandent, à chaque fois qu'une autre banque veut leur emprunter des liquidités, jusqu'à quel point les termites des « subprimes » et autres créances pourries ont ravagé sa charpente.

Visiblement, le bluff du G4 n'a pas fonctionné.

Les banques privées allemandes, les premières concernées, n'ont pas cru un mot de cette solidité bancaire. Ils ont retiré leurs fonds du sauvetage de la banque HRE.

Les déposants allemands non pas été plus réceptifs aux sirènes du G4 puisqu'Angela Merkel a été obligée garantir la totalité des dépôts effectués dans les banques allemandes, sous peine de les voir s'envoler vers des cieux plus cléments. Il sera d'ailleurs difficile aux autres pays européens de ne pas agir de même s'ils ne veulent pas voir les fonds déposés dans les banques de leur propre pays prendre le chemin des banques allemandes.

Les marchés boursiers européens n'ont pas cru non plus un seul mot des affirmations du G4 : dès lundi 6 octobre, les cours des valeurs bancaires s'écroulaient dans toutes les bourses européennes.

Donner l'illusion d'une coopération européenne

Il faut reconnaître que l'opération était mal engagée : un sommet avec seulement 4 pays sur les 27 de l'Union Européenne, cela augurait mal d'une véritable coopération européenne.

Mais même au sein du G4, la coopération n'a été qu'une affaire d'affichage.

Avant même la réunion du G4 l'idée d'un plan de sauvetage bancaire européen, inspiré du plan Paulson aux Etats-Unis avait déjà été étouffé dans l'oeuf par la chancelière Allemande, Angela Merkel. Selon elle, les Etats n'ont pas à faire de chèque en blanc aux banques. Elle aurait du préciser aux banques d'autres pays car, en Allemagne, que fait-elle d'autre que de faire des chèques en blanc à la banque HRE ?

Le G4 a donc du se contenter du minimum : la gestion nationale des défaillances bancaires assortie d'un engagement des dirigeants à « travailler de manière coordonnée ». Las, dès lundi, ce minimum volait en éclat et le « sauve qui peut, chacun pour soi » l'emportait. Angela Merkel qui avait le dimanche, au nom d'une concurrence loyale, condamné l'engagement de l'État irlandais à rembourser tous les dépôts effectués dans des banques irlandaises, prenait, le lendemain, exactement le même engagement pour les banques allemandes.

Donner l'illusion du changement

Le G4 affirmait sa volonté d'agir pour la transparence des opérations bancaires et financières. Malheureusement, il ne s'agissait là que d'une déclaration d'intention qui allait exactement en sens contraire d'une autre proposition qui, beaucoup plus précise, a toute les chances d'être suivie d'effet. Cette deuxième proposition consistait à assouplir les normes comptables en vigueur en Europe afin de ne pas comptabiliser les actifs pourris dans le bilan des banques. Pourquoi ? Parce que cette comptabilisation accélère la panique. Ce sont des dizaines de catastrophe bancaire du type de celle qui frappe aujourd'hui la banque allemande HRE qui sont en germe dans cette proposition en parfaite opposition avec la volonté de « transparence » affirmée par ailleurs.

L'aréopage réunit à Paris a souhaité, également encadrer les rémunérations des dirigeants.

Mais cet encadrement sera limité à des « codes de bonne conduite » ce qui (selon Libération du 04/10) « va bien faire rire à la City. » En France, c'est le Medef qui doit proposer ses solutions pour réformer le système des parachutes dorés. Etrange méthode : pourquoi ne pas avoir demandé à Bernard Thibault d'élaborer les solutions destinées à instaurer un « service minimum » dans les transports ferroviaires ? Y aurait-il deux poids et deux mesures ?

Les déficits publics, en fonction des « circonstances exceptionnelles » constituées par la crise financière pourront dépasser la limite des 3 % du PIB d'un pays de la zone euro. Le président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso, s'accrochait cependant au dogme libéral qui est en train d'accélérer la plongée de l'Union européenne dans la récession. Il n'assumait cette tolérance qu'avec une extrême réticence et rappelait qu'elle « ne saurait être une excuse générale pour dépasser la limite des 3 % ». En plein naufrage, le président de la Commission continue à jouer les contrôleurs et à vérifier les billets.

Enfin, pour bien étaler leur volonté de changement, les participants de ce G4 ont demandé l'organisation d'un sommet international qui travaille à une véritable refondation du système financier. Le mot de Bretton-Woods a même été prononcé, en référence à la conférence qui, en 1944, avait jeté les bases d'un nouveau système

L'amplification de la crise bancaire fait voler en éclats les voeux pieux du G4

monétaire internationale. Certains précisait même que ce nouveau « Bretton-Woods » ne concernerait pas la monnaie comme en 1944 mais uniquement le système bancaire. Là encore, il ne s'agit que de poudre aux yeux. La conférence de Bretton-Woods, malgré tous ces défauts, avaient retiré aux marchés la gestion de la monnaie. Un Bretton-Woods bancaire ne saurait donc avoir d'autres significations que la nationalisation des banques, devenues un bien public. Cela serait tirer une leçon des plus pertinentes de la crise actuelle mais il est quand même possible de douter que cela soit bien l'intention de Sarkozy, Merkel et autre Berlusconi. Ils ne font là que se parer des plumes du paon. Un peu comme quand Sarkozy parle de Jaurès.

Jean-Jacques Chavigné, 06/10/2008